

Cours de Charia à l'Université française : merci Christine Lagarde !

écrit par Antiislam | 11 avril 2017

Du Figaro:

« L'université parisienne lance un nouveau certificat, à Marseille, pour répondre aux besoins de ce marché en pleine expansion.

C'est sur le campus marseillais de Kedge Business School que Dauphine conforte sa position dans le secteur de la finance islamique.

L'université parisienne, qui ouvre une formation autour de la gestion de capitaux islamiques et l'assurance «Takaful» (*), s'offre une place de choix dans le bassin méditerranéen, tournée vers le monde arabo-musulman.

«Dans certains pays, depuis quelques années, des gens se sont exclus du système bancaire, pour des raisons religieuses. Aujourd'hui, ces pays construisent un cadre réglementaire et juridique pour développer la finance islamique», explique Kader Merbouh, professeur à Dauphine et responsable de ce certificat.

La finance islamique repose sur des préceptes issus de la Charia (loi coranique) interdisant les investissements dans les secteurs illicites, la spéculation, l'usure et l'intérêt.

En 2015, une loi a ainsi été promulguée au Maroc.

«Les entreprises françaises ne peuvent ignorer ces réalités culturelles et financières», ajoute-t-il.

À partir de ce mois-ci, une vingtaine d'étudiants de Kedge et des professionnels du secteur bancaire et financier seront donc formés à la finance islamique.

Laquelle repose sur des préceptes issus de la Charia (loi coranique) interdisant les investissements dans les secteurs illicites, la spéculation, l'usure et l'intérêt (voir ci-dessous).

Un marché en expansion qui s'adresse avant tout aux cadres et futurs cadres se destinant à l'international.

Tout comme le master pionnier de Dauphine, qui, en sept ans d'existence dans la capitale, a formé quelque 250 diplômés œuvrant aux quatre coins du monde, de Kuala Lumpur, capitale de la finance islamique, à Rabat, en passant par Londres.

En 2009, dans la lignée des annonces de Christine Lagarde – qui, alors à Bercy, ambitionnait de faire de Paris un «hub» de la finance islamique -, l'université parisienne fut la première en France à ouvrir un master en la matière.

Elle s'impose aujourd'hui comme leader sur le marché francophone. Depuis l'an dernier, elle propose aussi ce diplôme sur son campus de Casablanca, en Afrique, terre de développement de cette finance historiquement implantée en Malaisie, aux Émirats arabes, en Arabie saoudite.

Présente dans 60 pays, elle brasse un volume d'activité mondial de 1900 milliards d'euros et devrait atteindre 3100 milliards d'euros en 2020.

«Le potentiel est immense»

«L'expertise bancaire française est extrêmement bien reconnue à l'étranger», observe Kader Merbouh, «patron» du master de Dauphine.

À la Banque centrale du Maroc, le responsable de la mise en place du nouveau cadre réglementaire est un ancien de... BNP Paribas.

À ce jour, il existe en France encore peu de formations spécifiques.

L'université de Strasbourg a ouvert depuis 2009 une spécialité de master orientée sur le droit, tandis que les grandes écoles de commerce, de HEC à ESCP Europe, proposent quelques heures dans leurs majeures Finance.

Car le marché n'a pas pris. Si les banques françaises ont développé ce type d'activité à l'étranger, elles ne l'ont pas fait dans l'Hexagone. «Elles craignent pour leur réputation», résume Kader Merbouh.

Seuls la banque marocaine Chaabi et l'assureur suisse Swislife proposent aux particuliers français des produits islamiques. «Pourtant, le potentiel est immense», explique Kader Merbouh, qui fait le parallèle avec le marché du halal (2 milliards d'euros en France, 5 à l'export).

«Il est nécessaire de former des professionnels qui savent de quoi ils parlent et qui savent communiquer. Parler de finance avec des mots arabes, c'est comme parler de physique nucléaire en chinois »

En Angleterre, première place occidentale de la finance islamique, ce marché s'est développé sous la pression de la communauté indo-pakistanaise, fortunée et puissante.

«Les musulmans français sont peu revendicatifs dans ce domaine, qu'ils méconnaissent.

Mais le développement de la finance islamique dans leur pays d'origine, en Afrique, pourrait changer la donne.

Sur les bureaux de la banque Chaabi, les dossiers de demande de crédits immobiliers progressent fortement», indique le professeur de Dauphine.

Aujourd'hui, il est nécessaire de former des professionnels qui savent de quoi ils parlent et qui savent communiquer. Car parler de finance avec des mots arabes, c'est comme parler de physique nucléaire en chinois!» ajoute-t-il, avant d'évoquer un moyen de lutter contre ces arnaques qui jouent sur la foi, comme pour le halal et les pèlerinages.

À Marseille, à Kedge Business School, on explique que la nouvelle formation répond à des impératifs pragmatiques – l'employabilité des étudiants et le business entre les deux rives de la Méditerranée -, mais aussi éthiques.

«Dire que l'on s'intéresse à la finance islamique pour son apport éthique pourrait ressembler à une provocation...», reconnaît Bernard Paraque, responsable du centre Finance Autrement à Kedge.

«On retrouve ces principes dans les grandes religions monothéistes», ajoute le chercheur, avant de citer le Traité des contrats, écrit à la fin du XIIIe siècle par le franciscain Pierre de Jean Olivi. Que reste-t-il de la finance chrétienne?

«Plus grand-chose.» L'Église catholique a retiré l'interdiction du prêt à intérêt du droit canon en 1830.

Pour Bernard Paraque, l'enjeu est aujourd'hui de définir une «finance islamique laïcisée».

Mais pourquoi ne pas se contenter de parler de «finance éthique»?

«Ce qui donne toute la structure de la finance islamique, c'est qu'elle est intégrée à un cadre religieux.»

* Méthode de mutualisation des risques conforme aux préceptes du droit musulman

<http://lefigaro.fr/actualite-france/2017/04/07/01016-20170407ARTFIG00338-finance-islamique-dauphine-renforce-ses-formationen.php>

A relire sur le sujet de la finance islamique

:<http://resistancerepublicaine.com/2016/10/11/pourquoi-lextreme-gauche-aime-t-elle-la-finance-islamique/>